

DE TOKYO À PARIS :

L'engagement de la France contre la malnutrition

Il y a 3 ans, le 8 décembre 2021, s'achevait avec succès le sommet Nutrition pour la Croissance (ou Nutrition for Growth - N4G) de Tokyo. Près de 200 acteurs, dont 80 États, s'y sont engagés à mettre fin à la malnutrition d'ici 2030, conformément aux Objectifs de Développement Durable. Gouvernements, organisations internationales, ainsi qu'acteurs de la société civile, du secteur privé et du monde académique ont collectivement engagé 27 milliards de dollars US pour mener des actions en faveur de la nutrition d'ici 2025¹. L'ensemble des parties prenantes ont ainsi annoncé des mesures pour combattre la malnutrition à travers l'atteinte de la couverture sanitaire universelle, la transformation des systèmes alimentaires et le renforcement de la résilience des populations dans les États fragiles affectés par des crises.

À l'issue du Sommet, la France a annoncé accueillir la prochaine édition du N4G à Paris les 27 et 28 mars 2025. Le gouvernement y a également pris les engagements suivants², pour un montant cible de plus de 90 millions d'euros.

Canal de financement	Aide Alimentaire Programmée	Agence Française de Développement	Fonds français Muskoka
Intitulé de l'engagement	Consacrer 50% des financements de l'Aide alimentaire programmée à la nutrition (interventions spécifiques et sensibles dans des contextes de crise alimentaire, avec une attention portée à la sous-nutrition et en particulier les 1000 premiers jours de la vie ³)	Consacrer 15% des engagements de l'Agence Française de Développement dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'eau, hygiène et assainissement à la nutrition dans 8 pays prioritaires ⁴ selon la méthodologie des marqueurs de l'OCDE ⁵	Consacrer 25% des fonds alloués par le Fonds français Muskoka à la nutrition (interventions spécifiques et sensibles) ⁶

¹ <https://nutritionforgrowth.org/tokyo-n4g-summit-2021-press-release/>

² <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/development-assistance/events-and-news/2021/article/france-combating-malnutrition-at-the-nutrition-for-growth-summit-7-december>

³ <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/tracker/goal/50-of-food-assistance-funds-goes-to-nutrition-nutr/>

⁴ Burkina Faso, Cameroun, Laos, Madagascar, Mali, Niger, République centrafricaine, Tchad selon [la stratégie internationale pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable, 2019-2024](#)

⁵ <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/tracker/commitment/increase-afd-commitments-for-nutrition/>

⁶ <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/tracker/goal/devote-25-or-french-muskoka-fund-to-nutrition-spec/>

Pour 2022⁷, nous constatons que la France a partiellement rempli ses engagements⁸.

Aide Alimentaire Programmée	Agence Française de Développement	Fonds français Muskoka
67% soit 101,67M€	16,5% soit 14,9M€	18% soit 1.87M€ ⁹

Si l'aide française intègre de plus en plus d'interventions nutritionnelles en contexte de crise, la France pourrait renforcer l'intégration d'activités nutritionnelles à tous les secteurs du développement, en particulier dans les systèmes de santé.

- **La part de l'Aide Alimentaire Programmée consacrée à la nutrition a dépassé la cible fixée**, après avoir augmenté de manière constante en 2021 puis en 2022. Cette cible financière était également inscrite dans la stratégie internationale de la France pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable 2019-2024. Cela a pu faciliter le suivi des moyens mis en œuvre pour l'atteindre.
- **L'Agence Française de Développement a bien consacré plus de 15% de ses engagements à la nutrition dans les secteurs de l'agriculture et de la santé dans 8 pays prioritaires**. Toutefois, aucun financement n'a été orienté vers la nutrition dans le secteur de l'eau-hygiène-assainissement dans ces pays. De plus, la nutrition ne représentait un objectif prioritaire des programmes financés que dans très peu de cas.
- **Le Fonds français Muskoka a consacré moins de 20% de ces fonds à la nutrition**. L'internationalisation récente du Fonds devrait permettre de mobiliser de nouveaux financements à partir de 2024.

L'anniversaire du Sommet N4G de Tokyo nous rappelle que **la malnutrition reste un défi de taille**. En 2022, 148 millions d'enfants présentent encore un retard de croissance, 45 millions souffrent d'émaciation et 1 femme sur 3 subit les conséquences de l'anémie.

La multiplication des conflits, les impacts du changement climatique et la pandémie de COVID-19 ont exacerbé les inégalités alimentaires et nutritionnelles, rendant **les engagements financiers de 2021 insuffisants** pour faire face à cette crise mondiale. **À l'approche du prochain sommet N4G, il est crucial que la France élève son ambition et prenne des engagements qui répondent à l'ampleur des besoins**. En tant qu'hôte, **elle doit également mobiliser les autres États, les banques publiques de développement et toutes les parties prenantes** à prendre des engagements à la hauteur des défis posés par la malnutrition.

Contact

Lucile Hermant
Chargée d'analyse et de plaidoyer
lhermant@ghadvocates.org

⁷ Date des dernières données APD disponibles sur les sites de l'OCDE et de l'APD française

⁸ Données disponibles pour 2021 et 2022 depuis le portail officiel des données APD de la France et de déclarations du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

⁹ Pourcentage communiqué par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères